



Déclaration du CDEN du 05 février 2024

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Le CDEN se réunit aujourd'hui pour se prononcer sur le projet de carte scolaire pour la rentrée 2024. Cela dans un contexte d'annonces alarmantes dans le second degré et de dotation négative pour le 1^{er} degré, accompagnée qui plus est d'une répartition académique qui, comme l'année passée, nous interroge et nous choque.

Le 1^{er} février, les personnels de l'Education nationale étaient en grève, pour exprimer leur épuisement, leur colère et leurs inquiétudes quant à l'avenir de l'Ecole publique. Les témoignages racontant les difficultés quotidiennes rencontrées dans les établissements se multiplient, tout comme les appels de collègues qui envisagent de se réorienter professionnellement ou de démissionner.

Les annonces du gouvernement, et plus particulièrement le « Choc des savoirs » dessinent une école du « tri social » que la FSU, FO, CGT et SUD dénoncent et refusent : nouveaux programmes élaborés à la hâte, manuels labellisés qui mettent à mal la liberté pédagogique, recours aux redoublements et aux regroupements de niveaux malgré les nombreux apports de la recherche dénonçant les effets négatifs de ces dispositifs sur la réussite des élèves, généralisation des évaluations nationales à tous les niveaux, et utilisation de celles-ci comme outil de pilotage... Toutes ces mesures, loin de répondre aux problématiques auxquelles l'école doit faire face, réduisent l'ambition scolaire, aggravent les inégalités et mettent à mal la professionnalité enseignante.

Le projet de carte scolaire pour la prochaine rentrée, provoque lui aussi de fortes inquiétudes. Nous rejetons la logique comptable, qui s'appuie sur la baisse, que nous reconnaissons, du nombre d'élèves, pour imposer à notre département une dotation négative au lieu d'en profiter pour recréer les postes si nécessaires pour accompagner au mieux les élèves et les aider à surmonter leurs difficultés.

Les classes françaises, malgré la baisse des effectifs, restent parmi les plus chargées d'Europe. Or les inclusions d'élèves à besoins particuliers, toujours plus complexes, ne pourraient qu'être facilitées dans des classes aux effectifs allégés. Les effectifs dans les classes dédoublées en éducation prioritaire continuent à monter régulièrement jusqu'à 16 voire 17 élèves.

Les remplaçant.es manquent toujours, avec un impact évident sur les conditions de travail des enseignant.es et d'apprentissages des élèves.

De trop nombreux RASED restent incomplets, limitant les possibilités d'intervention et privant les élèves de l'aide dont ils et elles ont tant besoin.

Les secteurs d'intervention des psychologues scolaires ne cessent de croître, les empêchant d'accomplir pleinement leurs missions. Les dispositifs spécifiques, en nombre insuffisant, conduisent à des orientations « par défaut », qui ne répondent pas aux besoins des élèves...

C'est pour dénoncer cette dotation négative et ses conséquences que l'intersyndicale des OS représentatives (FSU-UNSA-FO-CFDT) de Meurthe et Moselle a pris la décision de boycotter le CSA SD du mercredi 24 janvier dernier.

Ce sont les mêmes raisons qui poussent les parents et les élus à se mobiliser à travers tout le département. Ce fut notamment le cas vendredi 2 février, avec une manifestation à Lunéville ou un avec le rassemblement de 300 personnes sur le quartier du Haut-du-Lièvre à Nancy. C'est aussi le cas aujourd'hui, devant la préfecture, où des parents sont venus exprimer leur attachement à leurs écoles et au service public d'éducation, leur volonté de voir leurs enfants apprendre dans les meilleures conditions possibles.

Ce sont ces mêmes raisons qui ont poussé les représentant.es de la FSU à voter contre le projet présenté lors du CSA SD lundi 29 janvier...

...et qui nous amènent aujourd'hui à décider de quitter ce CDEN sans participer aux débats.